

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2007 — 970

[C — 2007/22079]

6 FEVRIER 2007. — Arrêté royal portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil technique des voiturettes institué auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 28, § 4;

Vu la proposition du Conseil technique des voiturettes formulée le 23 mai 2006;

Vu la décision du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité du 18 décembre 2006

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil technique des voiturettes joint en annexe est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique
R. DEMOTTE

Annexe à l'arrêté royal du 6 février 2007 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil technique des voiturettes

Règlement d'ordre intérieur

De la convocation

Art. 1^{er}. Le Conseil technique des voiturettes se réunit sur convocation du président soit à son initiative, soit à la requête du Comité de l'assurance soins de santé, soit à la demande de trois membres effectifs au moins, formulée par écrit et mentionnant l'objet de la réunion. Dans tous les cas, la convocation mentionne l'ordre du jour de la réunion.

Art. 2. Les membres sont convoqués par écrit, sous la signature soit du président, soit du secrétaire.

Les convocations sont envoyées au moins cinq jours avant la date de la séance.

En cas d'urgence, le président peut convoquer le Conseil sans délai; les convocations peuvent alors être envoyées par voie électronique et/ou par fax.

Du siège

Art. 3. Les réunions ont lieu au siège du Service des Soins de santé de l'Institut national d'Assurance maladie-invalidité.

Art. 4. Les membres effectifs et les membres suppléants sont convoqués aux séances. En cas d'empêchement, un membre effectif en avertit le secrétariat et veille à son remplacement par un membre suppléant appartenant au groupe qu'il représente. Après trois absences non justifiées consécutives, un membre effectif est considéré comme démissionnaire.

Seuls les membres effectifs et les membres suppléants qui remplacent les membres effectifs absents assistent aux séances avec voix délibérative. Un membre suppléant peut, même en cas de présence du membre effectif, assister à la réunion, mais sans voix délibérative.

Le président suppléant peut assister aux séances dans lesquelles siège le président.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2007 — 970

[C — 2007/22079]

6 FEBRUARI 2007. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Technische Raad voor rolstoelen ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 28, § 4;

Gelet op het voorstel van de Technische raad voor rolstoelen geformuleerd op 23 mei 2006;

Gelet op de beslissing van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering van 18 december 2006;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het als bijlage bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de Technische Raad voor rolstoelen wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid
R. DEMOTTE

Bijlage bij het koninklijk besluit van 6 februari 2007 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Technische Raad voor rolstoelen

Huishoudelijk reglement

Bijeenroeping

Artikel 1. De Technische raad voor rolstoelen vergadert na oproep van de voorzitter, hetzij op zijn initiatief, hetzij op verzoek van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging, hetzij op verzoek van ten minste drie werkende leden dat schriftelijk wordt gedaan en het onderwerp van de vergadering vermeldt. De oproep vermeldt in elk geval de agenda van de vergadering.

Art. 2. De leden worden schriftelijk bijeengeroepen en de oproep wordt ondertekend door de voorzitter of door de secretaris.

De oproepingen worden verzonden ten minste vijf dagen vóór de datum van de vergadering.

De voorzitter mag in geval van dringende noodzakelijkheid de raad onverwijld bijeenroepen; het bijeenroepen mag dan gebeuren via elektronische weg en/of per fax.

Plaats

Art. 3. De vergaderingen worden gehouden op de zetel van de dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 4. De werkende en plaatsvervangende leden worden voor de vergaderingen opgeroepen. Ingeval een werkend lid verhinderd is, verwittigt het lid het secretariaat en voorziet het in zijn vervanging door een plaatsvervangend lid dat behoort tot de groep die het vertegenwoordigt.

Na drie achtereenvolgende niet gemotiveerde afwezigheden, wordt een werkend lid als ontslagnemend beschouwd. Alleen de werkende leden en de plaatsvervangende leden die de afwezige werkende leden vervangen, wonen de vergaderingen bij met stemrecht. Een plaatsvervangend lid kan, zelfs in aanwezigheid van het werkend lid, de vergaderingen bijwonen, nochtans zonder stemgerechtigd te zijn.

De plaatsvervangend voorzitter mag de vergaderingen bijwonen waarin de voorzitter zitting heeft.

Le Conseil peut cependant, pour l'examen de problèmes techniques particuliers, inviter en séance, toute personne qu'il juge susceptible de pouvoir l'éclairer.

Art. 5. Le siège du Conseil technique des voitures est valablement constitué lorsque la moitié des membres au moins sont présents.

Les travaux du Conseil sont conduits par son président ou, en cas d'empêchement du président, par le président suppléant.

En l'absence du président et du président suppléant, la séance est présidée par le doyen d'âge de l'assemblée.

Art. 6. Le Conseil peut constituer en son sein des groupes de travail qu'il charge de l'étude préalable d'un problème. Chaque groupe de travail est présidé par un membre du Conseil désigné par le président.

Chaque groupe de travail peut entendre les techniciens qu'il juge nécessaire.

De l'ordre du jour

Art. 7. L'ordre du jour des séances est fixé par le Conseil ou, en cas d'urgence, par le président et figure sur la convocation. Cependant, dans le cas où une réunion est convoquée à la demande de trois membres effectifs au moins, l'ordre du jour doit contenir l'objet de cette demande.

Seules les questions reprises à cet ordre du jour sont discutées, l'ordre de leur examen pouvant être modifié si la majorité des membres en exprime le voeu.

Le Conseil peut toutefois décider de mettre en discussion un problème non annoncé par l'ordre du jour. Dans ce dernier cas, le vote décisif ne peut intervenir qu'au cours de la séance immédiatement ultérieure, sauf si, tous les membres étant présents, ils en décident autrement.

Des votes

Art. 8. Le président et le président suppléant n'ont pas droit de vote.

Seuls les membres effectifs et les membres suppléants qui remplacent les membres effectifs absents ont voix délibérative, à l'exception de ceux désignés par les associations de l'industrie et par le Conseil supérieur national des Personnes handicapées, qui n'ont pas voix délibérative.

Art. 9. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres participant au vote, compte non tenu des abstentions. En cas de parité de voix, la proposition est rejetée.

Art. 9bis. Les membres concernés par l'introduction des demandes d'inscription sur la liste des produits admis au remboursement quittent la séance lors du traitement des demandes du (des) fabricant(s) concerné(s).

Les membres concernés par un dossier transmis par le Collège des médecins-directeurs s'abstiennent de voter lors du traitement d'un tel dossier.

Du secrétariat et des procès-verbaux

Art. 10. Un secrétaire et un secrétaire adjoint sont désignés par le fonctionnaire dirigeant du Service des soins de l'I.N.A.M.I.

Le secrétaire est chargé de la rédaction des comptes-rendus et des procès-verbaux des séances. Ceux-ci sont adressés aux membres effectifs et suppléants, en français et en néerlandais.

Art. 11. Les comptes-rendus relatifs à une séance sont soumis pour approbation à la séance suivante, pour autant qu'ils aient été adressés aux membres au moins trois jours avant la date de cette réunion. Dans le cas contraire, l'examen en vue de leur approbation est reporté à la séance immédiatement ultérieure.

Les procès-verbaux sont soumis pour approbation dans les meilleurs délais.

Toutefois, lorsqu'une séance a été tenue en l'absence conjuguée du président et du président suppléant, les avis qui y ont été donnés et les décisions qui y ont été prises ne deviennent exécutoires qu'après approbation du compte-rendu à une réunion ultérieure du Conseil, tenue en présence de son président ou de son président suppléant.

Avis et propositions

Art. 12. Les avis sont motivés et transmis aux instances auxquelles ils sont destinés. Il en est de même des propositions.

De raad kan evenwel met het oog op de behandeling van bijzondere technische problemen, ieder persoon van wie hij oordeelt dat hij hem kan voorlichten, voor de vergadering oproepen.

Art. 5. De Technische Raad voor rolstoelen kan slechts geldig vergaderen indien ten minste de helft van de leden aanwezig is.

De werkzaamheden van de Raad worden geleid door zijn voorzitter of, als de voorzitter verhinderd is, door de plaatsvervangende voorzitter.

Als de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter afwezig zijn, wordt de vergadering voorgezeten door het oudste lid in jaren.

Art. 6. De Raad kan in zijn schoot werkgroepen instellen die hij belast met het voorafgaand onderzoek van een probleem. Elke werkgroep wordt voorgezeten door een lid van de Raad dat is aangewezen door de voorzitter.

Elke werkgroep mag de technici horen die ze nodig acht.

Agenda

Art. 7. De agenda van de vergaderingen wordt vastgesteld door de Raad of, in geval van dringende noodzakelijkheid, door de voorzitter en is vermeld in de oproep. Als evenwel een vergadering wordt bijeengeroepen op verzoek van ten minste drie werkende leden, moet de agenda het onderwerp van dat verzoek bevatten.

Alleen de aangelegenheden die aan de agenda zijn ingeschreven worden besproken. De volgorde van de behandeling ervan kan worden gewijzigd indien de meerderheid van de leden daartoe de wens uitdrukt.

De Raad mag echter beslissen een probleem ter discussie te stellen dat niet op de agenda staat. In dat geval mag de beslissende stemming pas plaatshebben in de eerste daaropvolgende vergadering, behoudens indien alle leden aanwezig zijn en daarover anders beslissen.

Stemmingen

Art. 8. De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter hebben geen stemrecht.

Alleen de werkende leden en de plaatsvervangende leden die de afwezige werkende leden vervangen, zijn stemgerechtigd, met uitzondering van degenen die zijn aangewezen door de beroepsverenigingen van de industrie en door de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap die niet stemgerechtigd zijn.

Art. 9. De beslissingen worden genomen bij eenvoudige meerderheid van de leden die aan de stemming deelnemen en er wordt geen rekening gehouden met de onthoudingen. Bij stemmenstaking is het voorstel afgewezen.

Art. 9bis. De leden die betrokken zijn bij de indiening van een aanvraag tot opname op de lijst van voor vergoeding aangenomen producten, verlaten de vergadering bij de behandeling van de aanvragen van de betrokken fabrikant(en).

De leden die betrokken zijn bij een dossier dat door het College van de geneesheren-directeurs is voorgelegd, onthouden zich bij de stemming over een dergelijk dossier.

Secretariaat en notulen

Art.10. Een secretaris en een adjunct-secretaris worden aangewezen door de leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het R.I.Z.I.V.

De secretaris is belast met het opmaken van de verslagen en de notulen van de vergaderingen. Deze worden in het Nederlands en het Frans aan de werkende en plaatsvervangende leden gezonden.

Art. 11. De verslagen van een vergadering worden op de volgende vergadering ter goedkeuring voorgelegd in zoverre ze ten minste drie dagen vóór de datum van die vergadering aan de leden zijn gestuurd. Zo niet, wordt het onderzoek met het oog op de goedkeuring ervan verdaagd tot de eerste daaropvolgende vergadering.

De notulen worden zo spoedig mogelijk voor goedkeuring voorgelegd.

Indien evenwel een vergadering is gehouden waarop de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter samen afwezig waren, worden de adviezen die er zijn uitgebracht en de beslissingen die er zijn getroffen, pas uitvoerbaar nadat het verslag in een volgende vergadering van de Raad, in aanwezigheid van de voorzitter of van de plaatsvervangende voorzitter, zijn goedgekeurd.

Adviezen en voorstellen

Art. 12. De adviezen worden gemotiveerd en overgemaakt aan de organen waarvoor zij bestemd zijn. Hetzelfde geldt voor de voorstellen.

De la confidentialité

Art. 13. Les membres et toutes personnes participant aux travaux du Conseil sont tenus de garder la confidentialité des délibérations ainsi que de tous renseignements dont ils prendraient connaissance à l'occasion de l'accomplissement de leurs missions.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 6 février 2007 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil technique des voiturerettes.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Vertrouwelijkheid

Art. 13. De leden en alle personen die deelnemen aan de werkzaamheden van de Raad houden zich aan het bewaren van de vertrouwelijkheid van de beraadslagingen evenals van alle inlichtingen waarvan zij kennis nemen bij de uitoefening van hun opdrachten.

Gezien om te worden goedgevuld bij Ons besluit van 6 februari 2007 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Technische raad voor rolstoelen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE, SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES, SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR ET SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 971

[C — 2007/03099]

25 FEVRIER 2007. — Arrêté royal portant adaptation de la liste des organismes soumis à la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et modifiant l'arrêté royal du 11 juin 1993 relatif à la composition, à l'organisation, au fonctionnement et à l'indépendance de la cellule de traitement des informations financières

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, notamment l'article 2, remplacé par l'arrêté royal du 22 avril 1994, modifié par les arrêtés royaux du 24 mars 1995, du 28 décembre 1999, du 21 septembre 2004, du 15 décembre 2005 et du 1 mai 2006 et par les lois du 10 août 1998 et du 12 janvier 2004, ainsi que l'article 11, § 7, modifié par la loi du 10 août 1998;

Vu la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers, notamment les articles 4, 4^o et 5, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 11 juin 1993 relatif à la composition, à l'organisation, au fonctionnement et à l'indépendance de la cellule de traitement des informations financières, modifié par les arrêtés royaux du 30 mai 1994, du 23 février 1995, du 10 août 1998, du 4 février 1999, du 28 décembre 1999, du 20 juillet 2000, du 21 septembre 2004, du 15 décembre 2005 et du 1^{er} mai 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 13 juin 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 27 octobre 2006;

Vu l'avis rendu par le Conseil d'Etat le 21 novembre 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacé par la loi du 4 août 1996, modifié par la loi du 8 septembre 1997 et remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Vu l'urgence;

Considérant que les articles 4, 4^o et 5, § 1^{er} de la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers visent une nouvelle catégorie d'organismes financiers, à savoir les courtiers en services bancaires et d'investissement; que les courtiers en services bancaires et d'investissement sont autorisés à exercer les activités qui consistent à mettre en contact des épargnants et des investisseurs d'une part, et des entreprises réglementées d'autre part, y compris la promotion, visant à mettre sur pied, pour compte d'une entreprise réglementée, un ou plusieurs services bancaires et services d'investissement tels qu'énumérés à l'article 4 de la loi du 22 mars 2006 précitée; que la loi précitée est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006 et que dès lors ces organismes doivent être soumis d'urgence aux obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, telles que visées par la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme;

Considérant qu'en vertu de l'article 2, alinéa 2 de la loi du 11 janvier 1993, le Roi peut ajouter d'autres organismes ou personnes à la liste prévue à l'alinéa 1^{er};

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE, FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN, FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 971

[C — 2007/03099]

25 FEBRUARI 2007. — Koninklijk besluit tot aanpassing van de lijst van ondernemingen onderworpen aan de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van het terrorisme en tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juni 1993 inzake de samenstelling, de organisatie, de werking en de onafhankelijkheid van de cel voor financiële informatieverwerking

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van het terrorisme, inzonderheid op artikel 2, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 april 1994 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 maart 1995, 28 december 1999, 21 september 2004, 15 december 2005 en 1 mei 2006 en bij de wetten van 10 augustus 1998 en 12 januari 2004, alsook op artikel 11, § 7, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 1998;

Gelet op de wet van 22 maart 2006 betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten, inzonderheid op de artikelen 4, 4^o en 5, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juni 1993 inzake de samenstelling, de organisatie, de werking en de onafhankelijkheid van de cel voor financiële informatieverwerking, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 mei 1994, 23 februari 1995, 10 augustus 1998, 4 februari 1999, 28 december 1999, 20 juli 2000, 21 september 2004, 15 december 2005 en 1 mei 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 13 juni 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 27 oktober 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 21 november 2006 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996, gewijzigd bij de wet van 8 september 1997 en vervangen bij de wet van 2 april 2003;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat de artikelen 4, 4^o en 5, § 1 van de wet van 22 maart 2006 betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten een nieuwe categorie van financiële ondernemingen beogen, zijnde de makelaars in bank- en beleggingsdiensten; dat het makelaars in bank- en beleggingsdiensten toegelaten is de werkzaamheden uit te oefenen die erin bestaan spaarders en beleggers enerzijds en gereguleerde ondernemingen anderzijds met elkaar in contact te brengen, met inbegrip van de promotie, met het oog op het tot stand brengen voor rekening van een gereguleerde onderneming van één of meerdere bank- en beleggingsdiensten zoals opgesomd in artikel 4 van voornoemde wet van 22 maart 2006; dat voornoemde wet op 1 juli 2006 in werking is getreden en dat deze ondernemingen dan ook dringend dienen onderworpen aan de verplichtingen ter bestrijding van witwassen en financiering van terrorisme, bedoeld in de wet van wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van het terrorisme;

Overwegende dat de Koning, krachtens artikel 2, tweede lid, van de wet van 11 januari 1993, andere ondernemingen of personen kan toevoegen aan de lijst voorzien in het eerste lid;